

- 1° 100 % du montant socle de l'aide mentionné à l'article **R. 5132-24** pour la première année d'exécution du contrat de travail à durée indéterminée ;
- 2° 70 % à compter de la deuxième année d'exécution du contrat de travail à durée indéterminée.
- Les conditions de son versement sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'emploi et du budget.

## R. 5132-25

Décret n°2021-1128 du 30 août 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricalf](#)

L'aide financière mentionnée aux articles **R. 5132-23** et **R. 5132-24-I** est versée, pour le compte de l'Etat, par l'Agence de services et de paiement.

Cette aide ne peut se cumuler pour un même poste avec une autre aide à l'emploi financée par l'Etat.

En cas de modification de la situation juridique de l'employeur au sens de l'article **L. 1224-1**, le nouvel employeur est substitué dans les droits et obligations de l'employeur initial résultant de la convention prévue à l'article **R. 5132-12**.

## R. 5132-26

Décret n°2014-197 du 21 février 2014 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricalf](#)

Lorsque l'aide financière est obtenue à la suite de fausses déclarations ou lorsque la convention est détournée de son objet, le préfet résilie la convention après avoir observé la procédure prévue à l'article **R. 5132-16**. Les sommes indûment perçues donnent alors lieu à reversement.

### Sous-section 4 : Périodes de mise en situation en milieu professionnel.

## D. 5132-26-1

DÉCRET n°2014-1360 du 13 novembre 2014 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricalf](#)

La convention mentionnée à l'article **L. 5132-2** peut prévoir la possibilité, pour l'association intermédiaire signataire, de mettre en place des périodes de mise en situation en milieu professionnel pour ses salariés recrutés dans le cadre de contrats conclus en application de l'article **L. 5132-11-1**.

Dans ce cas, la convention précise :

- 1° Le nombre prévisionnel de salariés concernés ;
- 2° Les structures d'accueil auprès desquelles ces salariés peuvent effectuer des périodes de mise en situation en milieu professionnel ;
- 3° Les modalités d'accompagnement spécifiques prévues par l'association intermédiaire pendant ces périodes ;
- 4° Le ou les objets, parmi ceux mentionnés à l'article **L. 5135-1**, pour lesquels il pourra être mis en œuvre des périodes de mise en situation en milieu professionnel.

[service-public.fr](http://service-public.fr)